

**BIO-PARIS-DISTRIBUTION-AGRICULTURE**

Projet des Halles alimentaires : du Bio "pour tous" à Paris

06/04/2016 13:40:48 GMT+02:00

#185388 DVBP 1126 PFY72 (4) AFP (301)

**PARIS, 6 avr 2016 (AFP)** - Acheter bio à prix cassé, c'est possible, explique un rapport sur le projet de Halles alimentaires à Paris, que s'est procuré l'AFP, qui préconise le développement des circuits courts et la maîtrise des loyers afin de proposer du bio pour tous.

Biocoop, Naturalia, Bio c' Bon... L'offre en produits labellisés bio est aujourd'hui relativement forte, reconnaît le rapport de l'inspection générale de la ville de Paris.

Néanmoins, les inspecteurs estiment que la localisation des magasins - concentrés dans certains quartiers - et le prix des produits, excluent une grande partie de la population. Malgré l'existence d'offres alternatives - AMAP (association pour le maintien de l'agriculture paysanne), Ruche qui dit Oui, marchés bio - proposant des produits à des prix en général plus faibles, l'accès au bio peine à se démocratiser.

"L'idée phare du projet (des halles alimentaires, NDLR), c'est d'offrir des produits de qualité pour tous, du CSP+ à la mère isolée", explique à l'AFP Nicolas Bonnet, président du groupe PCF-FDG au conseil de Paris qui porte le projet de Halles alimentaires.

Pour cela, Nicolas Bonnet s'appuie sur le rapport commandé à l'inspection générale qui établit plusieurs recommandations: mobiliser les bailleurs sociaux afin de limiter le coût du loyer, traçabilité des produits, développer le circuit court, s'appuyer sur les entreprises de l'économie sociale et solidaire, s'implanter dans les quartiers identifiés "politique de la ville".

Dix opérateurs ont été sélectionnés pour participer à ce projet dont Kelbongoo, Coopaparis... Un premier local doit ouvrir cet été dans le 10e, rue Bichat.

"Nous avons débloqué 1,1 million d'euros de notre Plan d'investissement de mandature pour l'ouverture de ces halles", précise Nicolas Bonnet.

"A terme, il faut mettre en place, une véritable politique publique de l'alimentation, et que Paris en soit le symbole", poursuit-il. Une délibération cadre passera au conseil de Paris début juillet.

mbo/vm/pad